

Dossier 5107 (E)

Paris, le 07 janvier 2026

**Arrêté préfectoral n°DUPA-2026-0023
mettant en demeure la société FRANCE TÉLÉVISIONS
de respecter la réglementation applicable à une installation classée
pour la protection de l'environnement
sise 7 esplanade Henri de France à Paris 15^{ème}**

Le préfet de Police,

VU le code de l'environnement et notamment son article L.171-8-1 ;

VU l'arrêté ministériel du 14 décembre 2013 modifié relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2921 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

VU la déclaration d'existence effectuée le 8 juillet 2005 par la société FRANCE TÉLÉVISIONS dont le siège social est situé 7 esplanade Henri de France à Paris 15^{ème}, de six tours aéroréfrigérantes (TAR) implantées dans l'immeuble à l'adresse précitée, installations classées relevant de la rubrique susvisée ;

VU la déclaration de modification effectuée le 08 juillet 2023 par la société FRANCE TÉLÉVISIONS relative au remplacement des tours aéroréfrigérantes n°5 et n°6 par quatre tours aéroréfrigérantes de même puissance ;

VU le rapport de l'inspection des installations classées en date du 03 novembre 2025 consécutif aux visites d'inspection des 07 et 21 octobre 2025 transmis à l'exploitant par courrier le 03 novembre 2025 en application des articles L171-6 et L514-5 du code de l'environnement susvisé ;

VU le compte rendu de l'inspection des installations classées établi le 14 novembre 2025 suite à l'instruction des éléments transmis par FRANCE TÉLÉVISIONS, ci-après l'exploitant, en date du 16 octobre 2025 ;

CONSIDÉRANT que lors des inspections des 07 et 21 octobre 2025, il a été constaté que les résultats des analyses en légionelles n'ont pas été déclarés depuis avril 2025, dans l'application de Gestion Informatisée des Données d'Autosurveillance Fréquente (GIDAF) ;

CONSIDÉRANT que le 27 octobre 2025 l'exploitant n'a renseigné l'application GIDAF qu'avec les résultats des analyses en légionelles de mai 2025 ;

CONSIDÉRANT par ailleurs, que l'exploitant n'a pas fait réviser son analyse méthodique des risques des tours aéroréfrigérantes n°1 à 4 en 2025 ;

CONSIDÉRANT dès lors, que les tours aéroréfrigérantes exploitées par FRANCE TÉLÉVISIONS ne sont pas exploitées conformément à la réglementation en vigueur ;

CONSIDÉRANT qu'il y a lieu, en conséquence, d'imposer la régularisation administrative des ces installations par voie d'arrêté préfectoral pris en application de l'article L.171-8-1 du code susvisé ;

SUR proposition de la directrice des usagers et des polices administratives,

A R R E T E

La société FRANCE TÉLÉVISIONS, dont le siège social est situé 7 esplanade Henri de France à Paris 15^{ème}, ci-après dénommée « l'exploitant », est mise en demeure de respecter les dispositions de l'arrêté ministériel du 14 décembre 2013 susvisé et les dispositions du présent arrêté.

Article 1 :

Conformément à l'article 26 alinéa I.3.e de l'arrêté ministériel précité, l'exploitant doit déclarer dans l'application de Gestion Informatisée des Données d'Autosurveillance Fréquente (GIDAF) les résultats des analyses en légionelles des deux circuits de refroidissement des tours aéroréfrigérantes n°1 à 4 et n°5-1 à 5-2 manquants depuis juin 2025, en joignant les rapports d'analyses, sous un délai de 15 jours à compter de la notification du présent arrêté.

Article 2 :

Conformément à l'article 26 alinéa I.1.a de l'arrêté ministériel susvisé, l'exploitant doit réaliser la révision de l'analyse méthodique des risques des tours n°1 à 4 et transmettre le rapport afférent à la préfecture de police, sous un délai de trois mois à compter de la notification du présent arrêté.

Article 3 :

Dans le cas où l'une des obligations prévues par le présent arrêté préfectoral ne serait pas satisfaite dans le délai prévu, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L.171-8-II du code de l'environnement.

Article 4 :

Le présent arrêté peut faire l'objet de recours cités en annexe.

Article 5 :

Le présent arrêté et son annexe sont consultables sur le site de la préfecture de police : www.prefecturedepolice.interieur.gouv.fr.

Article 6 :

La directrice des usagers et des polices administratives, le directeur de la sécurité de proximité de l'agglomération parisienne et les inspecteurs de l'environnement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui prend effet à la date de sa notification.

Pour le préfet de Police
et par délégation,

L'Adjointe à la Sous-Directrice des Polices Sanitaires,
Environnementales et de Sécurité


Laurence GIREL-GORIZZUTTI

Annexe à l'arrêté préfectoral n° DUPA-2026-0023

du 07 janvier 2026

Voies et Délais de recours

1 - Si vous estimez devoir contester la présente décision, il vous est possible dans un délai de 2 mois à compter de la date de la notification :

- de saisir d'un **recours gracieux**
le préfet de Police à l'adresse suivante :
1, bis rue de Lutèce – 75195 PARIS CEDEX 04
- de former un recours hiérarchique
auprès du ministre de l'Intérieur et des Outre-mer à l'adresse suivante :
Direction des Libertés publiques et des Affaires Juridiques
Place Beauvau – 75008 PARIS
- de saisir d'un recours contentieux
le Tribunal administratif de Paris à l'adresse suivante :
7, rue de Jouy - 75181 PARIS CEDEX 04

Les **recours gracieux et hiérarchique** doivent être écrits, exposer les arguments ou faits nouveaux et comprendre la copie de la décision contestée.

Le recours contentieux s'exerce pour contester la **légalité** de la présente décision. Il doit être écrit et exposer votre argumentation juridique.

Si vous n'avez pas de réponse à **votre recours gracieux et/ou hiérarchique** dans un délai de 2 mois à compter de la date de réception par l'administration de votre recours, celui-ci doit être considéré comme rejeté (décision implicite de rejet).

2 - En cas de rejet (implicite ou écrit) du recours gracieux et/ou hiérarchique, vous disposez d'un nouveau délai de deux mois pour saisir le tribunal administratif d'un recours contentieux.

Aucune de ces voies de recours ne suspend l'application des dispositions du présent arrêté.